

L'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégiques (IRGES) est, en République Démocratique du Congo, le principal centre indépendant de recherche, de formation, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 2016 par le Professeur Kabwita Kabolo Iko, l'IRGES est un établissement d'utilité publique reconnu par les Arrêtés-Ministériels N°MIN.RST/CAB.MIN/054/2018 portant agrément des activités scientifiques et technologiques de l'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégiques et N°125/CAB/MIN/CA/PKB/2018 accordant avis favorable valant autorisation de fonctionnement de la Maison d'éditions IRGES.

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. Il associe, au travers de ses études et ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale et dispose d'un personnel-ressource capable de réfléchir largement sur les domaines indiqués et de proposer en forme textuelle et contextuelle des orientations, de la documentation et même des projets finalisés.

DOMAINES DE RECHERCHE

Prospections diplomatiques et géopolitique africaine
Organisations intergouvernementales et Intégration régionale
Etudes stratégiques sur le monde asiatique
Résolution des conflits, Conseil stratégique et prospection sur la paix et la sécurité
Pratique de négociation internationale et d'affaires
Droits humains et Droit humanitaire
Gender et Promotion des droits de la femme
Pratiques démocratiques et de bonne gouvernance
Communication, Coaching politique et Relations publiques
Marketing politique et leadership axés sur les résultats
Développement durable, Environnement et Ecologie
Management des projets nationaux et internationaux
Statistiques, Etudes économiques et sociales
Santé publique
Intelligence Artificielle et Télécommunications
Psychopédagogie

SERVICES OFFERTS

Formations
Réunions scientifiques
Gestion de projets
Revue Intelligence Stratégique
Accueil de stagiaires
Consultation d'experts
Bibliothèque numérique et en dur
IRGES éditions

L'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégiques (IRGES) est ouvert et intéressé vis-à-vis de toutes personnes, structures, institutions, entreprises ou organisations dont les domaines d'interventions et les services susmentionnés pourraient être de plus utiles à leur progrès, leur rentabilité, leur notoriété et leur reconnaissance populaire.

E-ISSN : 3006-5488 ; P-ISSN : 3006-547X
<https://doi.org/10.62912/JYTU3565>
www.revue-is.org



Maquette couverture : Editions IRGES Kinshasa-Gabrie

PARTENARIAT STRATEGIQUE USA-RDC

Enjeux, opportunités & appropriation effective

2026



3^{ème}

GRANDE CONFERENCE

CORPS DE L'ELITE SCIENTIFIQUE DE L'UDPS
CES-UDPS

THEME

PARTENARIAT STRATEGIQUE USA-RDC

Enjeux, opportunités & appropriation effective

Du 22 au 23 Juin 2026 - HILTON KINSHASA

NUMERO SPECIAL

«La science au service au peuple»



**INSTITUT DE RECHERCHE EN GEOPOLITIQUE ET
D'ETUDES STRATEGIQUES**

Revue
Intelligence Stratégique

Vol. 009, Numéro Spécial, Juillet 2026

E-ISSN : 3006-5488, P-ISSN : 3006-547X

<https://doi.org/10.62912/JYFU3565>



Siège social : 292, avenue Mweka, Commune de Lingwala, Kinshasa, République
Démocratique du Congo.

Téléphone : +243 89 7175 074 ; 82 006 1696

E-mail : felly.lukunga@revue-is.org, article@revue-is.org, info@revue-is.org ;

Internet : www.revue-is.org ; www.irges.org

Europe : 59, Rue du Rhône, 1204 Genève, Suisse, + 41 22 810 88 68, Chambre de
Commerce Suisse-RD Congo, info@ccsc.ch



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques
Volume 9, Numéro Spécial

Juillet 2026

p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488

<https://doi.org/10.62912/CES-UDPS0001>

www.revue-is.org

DU PARRAINAGE A L'APPROPRIATION : SIX DECENNIES DE RELATIONS RDC-ÉTATS-UNIS A L'EPREUVE DU PARTENARIAT STRATEGIQUE

Sylvie ELENCE NYEMBO

Directrice Générale de la RTNC — Chef de Travaux à l'UNISIC

RÉSUMÉ

L'histoire des relations entre la République Démocratique du Congo et les États-Unis n'a jamais été un long fleuve tranquille : c'est un pendule, qui oscille depuis soixante ans entre séduction stratégique et abandon stratégique. Cette conférence inaugurale retrace ce mouvement. De l'alliance anticomuniste de la guerre froide au premier traité bilatéral d'investissements de 1984, de l'abandon consécutif à la chute du Mur de Berlin aux années d'assistance (AGOA, USAID), jusqu'au retournement provoqué par la transition énergétique mondiale. Cette dernière a fait du cobalt, du cuivre, du coltan et du lithium les matières premières du siècle et replacé la RDC au centre du jeu. Elle analyse les Accords de Washington du 4 décembre 2025, paix et partenariat, leur dispositif le plus novateur (la Réserve d'actifs stratégiques et le droit de première offre), et compare les deux modèles qui se proposent au pays : « infrastructures contre minerais » d'une part, accès aux minerais contre sécurité, marché et règles de l'autre. La leçon centrale est énoncée sans détour : si une nation ne s'approprie pas son destin, d'autres le décident à sa place, et rarement dans son intérêt. Quatre conditions d'une appropriation effective sont posées : État de droit transparent et capable de renégocier, transformation locale, capital humain et transfert de technologies, consensus national au-dessus des clivages. À celles-ci s'ajoute le rôle essentiel des médias congolais : transparence, contre-pouvoir, modération des conflits et pression diplomatique. Les partenariats qui ne servent que le partenaire ne durent pas ; ceux qu'une nation s'approprie traversent le temps.

Mots-clés : relations RDC – États-Unis, Accords de Washington, appropriation, minerais critiques, Réserve d'actifs stratégiques, corridor de Lobito, médias.

ABSTRACT

The history of relations between the Democratic Republic of the Congo and the United States has never been a smooth ride: it is more like a pendulum that has swung for

sixty years between strategic courtship and strategic abandonment. This inaugural lecture traces this trajectory. From the anti-communist alliance of the Cold War to the first bilateral investment treaty of 1984, from the abandonment that followed the fall of the Berlin Wall to the years of aid (AGOA, USAID), up to the shift brought about by the global energy transition. This shift has made cobalt, copper, coltan, and lithium the raw materials of the century and has put the DRC back at the center of the game. It analyzes the Washington Agreements of December 4, 2025 – on peace and partnership – and their most innovative provisions (the Strategic Assets Reserve and the right of first offer), and compares the two models being proposed to the country: “infrastructure in exchange for minerals” on the one hand, and access to minerals in exchange for security, market access, and rules on the other. The central lesson is stated plainly: if a nation does not take control of its own destiny, others will decide it for them – and rarely in their best interest. Four conditions for effective ownership are set forth: a transparent rule of law capable of renegotiation; local transformation; human capital and technology transfer; and a national consensus that transcends divisions. Added to these is the essential role of the Congolese media: transparency, acting as a counterbalance to power, conflict mediation, and diplomatic pressure. Partnerships that serve only one partner do not last; those that a nation takes ownership of stand the test of time.

Keywords : DRC–U.S. relations, Washington Agreements, ownership, critical minerals, Strategic Asset Reserve, Lobito Corridor, media.

INTRODUCTION

Le 4 décembre 2025, le Président de la République, Chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, signait les Accords de Washington, scellant ainsi un processus engagé depuis le mois de juin de la même année : l'un pour la stabilité dans l'Est, l'autre pour un partenariat stratégique. Paix et partenariat : deux mots-clés de ces Accords, et ce n'est pas une coïncidence. Pour comprendre comment on en est arrivé à ces accords, il y a lieu d'interroger l'histoire.

I. LE PENDULE DE L'HISTOIRE : LA SÉDUCTION STRATÉGIQUE DE LA GUERRE FROIDE

L'histoire des relations entre notre pays et les États-Unis n'a jamais été un long fleuve tranquille : c'est un pendule, qui oscille depuis soixante ans entre séduction stratégique et abandon stratégique.

Séduction stratégique, d'abord, à travers la volonté de Washington de convoler en justes noces avec Kinshasa durant la guerre froide. La République Démocratique du Congo, autrefois le Zaïre, devient l'allié anticommuniste privilégié des États-Unis en Afrique centrale ; Washington y voit un verrou

géostratégique. La coopération est intense, mais repose sur un paradoxe : elle sert d'abord une logique géopolitique, et non le développement de la Nation. De ces années où le Zaïre se retrouve happé par la rivalité des blocs, nous tirons une première leçon, simple mais essentielle : lorsqu'une nation ne s'approprie pas elle-même son destin, d'autres le décident à sa place, et rarement pour son bien.

C'est dans ce cadre qu'est signé, le 3 août 1984 à Washington, le tout premier traité bilatéral d'investissements entre les deux pays, entré en vigueur en 1989. Dès 1984, l'architecture juridique de l'investissement américain au Congo est posée, et les minerais en sont déjà la toile de fond. C'est-à-dire que rien de ce que nous vivons aujourd'hui n'est entièrement nouveau.

II. L'ABANDON STRATÉGIQUE ET LES ANNÉES D'ASSISTANCE (1990-2020)

L'abandon stratégique commence avec la chute du mur de Berlin en 1989. En effet, le communisme ne représentant plus un danger pour l'Occident, cette situation sonne le glas des régimes monopartites en Afrique et laisse le champ libre à l'ouverture démocratique dans notre pays. Au tournant des années 1990, le Zaïre perd du jour au lendemain son utilité stratégique : l'aide tarit, le soutien s'évanouit, l'allié d'hier est lâché. Avec les guerres successives dans l'Est, les relations entre Washington et Kinshasa changent de nature : on ne parle plus de partenariat, mais d'assistance dans les domaines humanitaire et sécuritaire.

En mai 2000 est adoptée l'AGOA, loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique. Elle débouche sur un régime commercial américain qui permet à plusieurs pays d'Afrique subsaharienne d'exporter des milliers de produits vers les États-Unis en franchise de droits de douane. L'éligibilité à un régime commercial américain qui permet à plusieurs pays d'Afrique subsaharienne d'exporter des milliers de produits vers les États-Unis en franchise de droits de douane, même si l'éligibilité de notre pays y fut, des années durant, suspendue puis rétablie au gré des conditionnalités.

L'aide américaine au développement, à travers l'USAID et les grands programmes de santé, a soutenu la lutte contre le VIH et accompagné le pays face aux épidémies d'Ebola dans l'Est. Mais, quand même cette solidarité fut réelle, c'était la coopération d'un bienfaiteur à un assisté, non celle de deux États négociant d'égal à égal.

Pendant que Washington nous observait à travers le prisme de l'aide, un autre acteur nous regardait à travers le prisme de l'investissement. La Chine s'imposait comme notre premier partenaire économique, notamment par le contrat

« minerais contre infrastructures » de 2008. Le terrain géoéconomique se redessina sans nous et, par moments, contre nos intérêts les plus évidents.

III. LE RETOURNEMENT : LES MATIÈRES PREMIÈRES DU SIÈCLE

Puis le monde a changé de narratif. La transition énergétique mondiale a fait du cobalt, du cuivre, du coltan et du lithium les matières premières du siècle. La RDC, qui détient une part importante des réserves mondiales de ces minerais, est redevenue incontournable. Le pendule est reparti de notre côté. On ne peut envisager la transition énergétique mondiale sans le sous-sol congolais — encore faut-il que nous en ayons nous-mêmes pleinement conscience.

Ce retournement se lit dans les faits récents. Il y a d'abord le corridor de Lobito. Cette voie ferrée reliant le cœur minier du pays au port atlantique de Lobito (Angola) est soutenue par les États-Unis pour un montant de 600 millions de dollars engagés fin 2024. Elle est consacrée en décembre 2025 par une déclaration conjointe américano-européenne. Une voie ferrée reliant le cœur minier du pays au port atlantique de Lobito (Angola), soutenue par les États-Unis pour un montant de 600 millions de dollars engagés fin 2024, et consacrée en décembre 2025 par une déclaration conjointe américano-européenne, un projet pensé ouvertement pour contrecarrer la domination chinoise sur le transport de nos minerais.

Il y a ensuite le processus de paix : le 27 juin 2025, à Washington, la RDC et le Rwanda signaient un accord sous médiation américaine ; le 7 novembre 2025, un cadre d'intégration économique régionale ; enfin, le 4 décembre, les accords de paix de Washington entre les Chefs d'État de la RDC et du Rwanda. Pour la première fois depuis trente ans, la sécurité de notre pays est traitée comme une question stratégique de premier plan par la première puissance mondiale.

Le partenariat stratégique lui-même, signé ce même 4 décembre 2025, est structuré autour de quatorze objectifs couvrant les minerais, la sécurité, l'économie et les infrastructures. Son dispositif le plus novateur est la Réserve d'actifs stratégiques : la RDC y désigne une liste évolutive d'actifs miniers et de zones d'exploration, en accordant aux États-Unis et à leurs partenaires un « droit de première offre ». Ce n'est plus de la théorie : les premières cargaisons — quelque cent mille tonnes de cuivre de Tenke Fungurume, ont déjà pris le chemin des États-Unis. L'accord vit déjà.

IV. DEUX MODÈLES, UNE EXIGENCE : L'APPROPRIATION

De ce récit historique, il ressort que le peuple congolais a souvent été considéré comme l'objet des stratégies des autres, au lieu d'être le sujet de sa

propre stratégie. La revendication de ce second statut passe par l'appropriation effective des Accords de Washington. C'est tout le sens du mot que porte notre Conférence : appropriation.

Qu'y a-t-il de vraiment nouveau et stratégique dans ces Accords ? La nouveauté vient de ce que deux modèles s'offrent à nous, et il serait naïf de les confondre. Le modèle que nous avons connu jusqu'ici, « infrastructures contre minerais », a eu le mérite de bâtir des routes, mais au prix d'une opacité dont nous mesurons encore le coût et d'un endettement adossé à nos ressources. Le modèle que propose ce partenariat lie, lui, l'accès aux minerais à trois contreparties d'une autre nature : une garantie de sécurité, un accès au marché mondial le plus étendu, et un cadre de règles, de transparence et de normes de travail. Ni l'un ni l'autre n'est désintéressé, aucun partenaire ne l'est jamais. Mais, le second nous offre davantage de prises pour négocier, à condition que nous sachions les saisir. La question n'est donc pas de choisir un camp ; elle est de faire jouer la concurrence au seul bénéfice du Congo.

Mais, à cette promesse répond un piège, et l'histoire nous interdit de l'ignorer. La Réserve d'actifs stratégiques et le « droit de première offre » peuvent être un instrument de puissance... ou le verrou d'une nouvelle dépendance. Le contrat chinois nous a appris, à nos dépens, le prix de l'opacité et des accords mal négociés. Si ce partenariat est abordé en quémendeurs, il risque de substituer une tutelle par une autre. Si nous l'abordons en stratégies, nous en ferons un tremplin. Tout, absolument tout, se jouera dans notre capacité d'appropriation.

V. LES CONDITIONS D'UNE APPROPRIATION EFFECTIVE

Un État de droit transparent et capable de renégocier : Aucun partenariat durable ne se bâtit sur un État faible : gouvernance, position de quémendeur, sécurité juridique sont la principale matière première que nous devons offrir. Cela suppose de publier les termes, d'associer le Parlement et les experts, et de se doter de la compétence pour rediscuter chaque clause. Le peuple doit toujours découvrir les accords avant leur signature.

La transformation locale : Exporter du minerai brut, c'est exporter des emplois et de la valeur. L'appropriation, c'est transformer ici, chez nous, pour que la richesse du sous-sol devienne enfin la prospérité des Congolais.

Le capital humain et le transfert de technologies : Former massivement ingénieurs, techniciens et chercheurs : c'est la seule garantie qu'un transfert de technologie inscrit dans un accord devienne une réalité dans nos usines.

Un consensus national au-dessus des clivages : Ce partenariat engage non un gouvernement, mais une génération. Il exige un peuple informé et des acteurs nationaux, institutions, partis, universités, société civile, médias, rassemblés autour d'une même ambition.

VI. LE RÔLE DES MÉDIAS CONGOLAIS DANS L'APPROPRIATION DES ACCORDS

Les médias congolais ont une place essentielle dans l'application et la viabilité des accords, qu'ils soient politiques, sociaux, commerciaux ou de paix. Ils agissent comme un pont essentiel entre les négociateurs et la population, influençant profondément le succès ou l'échec d'une entente. Quatre rôles essentiels leur reviennent pour s'approprier ces accords — et ceux à venir.

Tout d'abord, la transparence et la légitimité : comme vecteurs de l'information, les médias doivent minutieusement relire les clauses de l'accord et en comprendre la quintessence pour un meilleur rendu au grand public — gage de l'adhésion collective. Ensuite, le rôle de contre-pouvoir et de chien de garde : les journalistes doivent veiller à ce que les parties signataires respectent leurs obligations, et dénoncer les manquements en mettant en lumière les violations potentielles des accords comme la désinformation. Troisièmement, la modération des conflits : par une couverture responsable qui favorise le dialogue et le vivre-ensemble, les médias promeuvent la désescalade des tensions entre parties. Quatrièmement, la pression diplomatique : en médiatisant à grande échelle certains enjeux, les médias peuvent amener dirigeants et institutions à s'asseoir à la table des négociations.

CONCLUSION

L'histoire que je viens de retracer tient en une phrase : les partenariats qui ne servent que le partenaire ne durent pas ; ceux qu'une nation s'approprie traversent le temps. Nous avons été trop longtemps le terrain de jeu des stratégies d'autrui ; l'heure est venue d'écrire la nôtre. Comme le dit la célèbre maxime : « On n'est jamais mieux servi que soi-même. »